

DISPARITION DU JEUNE AMINE, LUTTE ANTITERRORISTE ET MODERNISATION DE LA JUSTICE

Les explications de Tayeb Louh

La visite, jeudi dernier, du ministre de la Justice et garde des Sceaux, de l'Institut national de la criminalistique et de la criminologie de la Gendarmerie nationale (INCC-GN), lui a permis d'évoquer plusieurs sujets d'actualité, dont «la disparition du jeune Amine Yarichène, âgé de 8 ans, la question sécuritaire ou encore les atteintes aux droits de l'Homme».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Ainsi, et concernant le jeune Amine Yarichène, dont la disparition date depuis plus d'une semaine, le ministre de la Justice a indiqué que la Gendarmerie nationale poursuivait son enquête pour retrouver l'enfant et arrêter les kidnappeurs.

«Je vous informe que le parquet d'Alger vient d'ouvrir une enquête au sujet du kidnapping du petit Amine, et que la Gendarmerie nationale poursuit son enquête pour trouver les kidnappeurs.» Et d'ajouter : «Les investigations menées par la police judiciaire se poursuivent toujours. L'enquête préliminaire concernant l'affaire de l'enfant Amine se poursuit et tous les moyens scientifiques sont déployés à cet effet pour parvenir à la vérité.» Il a indiqué qu'une enquête préliminaire a été ouverte par les services compétents de la Gendarmerie

nationale dès l'annonce de la disparition de l'enfant, précisant qu'aucune autre déclaration ne peut être faite avant le retour de l'enfant sain et sauf.

A une question sur l'affaire du ressortissant étranger rapportée par la presse à Oran, M. Louh a indiqué que la police judiciaire a été instruite d'ouvrir une enquête qui s'est soldée par l'arrestation de deux personnes, ajoutant que l'enquête judiciaire était toujours en cours.

Concernant «les atteintes aux droits de l'Homme», dans les poursuites judiciaires, le ministre a réaffirmé que l'autorité judiciaire fait son travail conformément aux lois de la République. Il a ajouté dans ce sens que toutes les poursuites judiciaires sont menées conformément à la loi et soumises au juge pour trancher et prononcer le verdict lors d'une séance plénière. Selon lui, les



Tayeb Louh, ministre de la Justice et garde des Sceaux.

réformes profondes engagées dans le secteur de la justice depuis 2000 ont permis de renforcer l'indépendance de la justice en faveur de l'édification de l'Etat de droit.

Pour Tayeb Louh, «ces réformes axées notamment sur la modernisation de la justice, l'humanisation des conditions carcérales et le renforcement de la crédibilité de la justice en faveur de la protection des droits et des libertés, permettront d'édifier un Etat fort et juste». Il a rappelé, par ailleurs, que ces réformes ont touché notamment le système législatif national, le système de formation des

ressources humaines et la consolidation des droits de la défense.

Parmi ces réformes, le ministre a rappelé «le remplacement de la procédure de flagrance par la comparution immédiate qui entrera en vigueur à partir du 23 janvier prochain». Il a cité, par ailleurs, la possibilité pour le présumé de recourir à un avocat durant l'enquête préliminaire de la police judiciaire pour «éviter tout dépassement».

Le ministre de la Justice a, également, annoncé la révision de la loi antiterroriste. «Un nouveau projet de loi amendement et complétant le

code pénal et la loi antiterroriste a été finalisé, et sera présenté incessamment au gouvernement. Toute personne impliquée dans le financement ou le soutien des groupes terroristes sera sévèrement condamnée», a-t-il averti.

Enfin, le ministre de la Justice et garde des Sceaux a conclu son intervention en annonçant l'élaboration prochaine d'un projet de loi amendement le code pénal qui punit toute personne se rendant à l'étranger pour rejoindre les groupes terroristes.

M. Louh a précisé que ce texte vise à punir toute personne se rendant à l'étranger pour rejoindre les groupes terroristes, affirmant que ce projet est prêt et sera soumis au secrétariat général du gouvernement. Il a annoncé la finalisation d'un projet de loi régissant l'utilisation de l'analyse ADN, précisant qu'il a été soumis au secrétariat général du gouvernement.

M. Louh a salué le rôle important de l'INCC-GN qui utilise les moyens modernes de recherche et d'investigation dans le domaine de la criminologie.

A. B.

ORAN : LE DGSN AU SUJET DES KIDNAPPINGS D'ENFANTS :

«Cette mission n'incombe pas uniquement à la Sûreté nationale»

Pour le général-major Hamel, directeur général de la Sûreté nationale, les kidnappings d'enfants ne constituent pas un phénomène. Et de préciser «nous serons obligés d'être plus offensifs et mener peut-être une politique un peu plus répressive de cette forme de criminalité.»

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Ce jeudi en clôturant sa visite de travail à Oran, le DGSN a été interpellé sur les cas d'enlèvements d'enfants qui inquiètent de plus en plus. Il dira à ce sujet «en effet, nous avons enregistré des enlèvements d'enfants ou bien des tentatives d'enlèvements. La majeure partie des cas a été solutionnée par les services de police. Il y a des mesures qui sont prises, nous avons des civils au niveau de toutes les Sûretés de wilaya pour la protection de l'enfant.» Toutefois, le général-major a tenu à préciser que cette mission n'incombe pas uniquement à la Sûreté nationale.

«La Sûreté nationale fait son travail dans le cadre de la surveillance nationale, il faudrait impliquer les autres acteurs de la société, la cellule familiale, l'école, la mosquée, la presse et toutes les formes de communication.»

Evocant les droits du prévenu, le DGSN a fait savoir qu'un réseau national a été élaboré par la direction de la Sûreté nationale, la Direction générale de la recherche scientifique et le ministère de l'Enseignement supérieur. Il indique que ce réseau consiste à placer des caméras de toutes les chambres de Sûreté à des indicateurs intelligents. «A distance, on peut avoir la température de la chambre, on peut savoir s'il y a une agitation particulière à l'intérieur», dit-il.

Tout en admettant qu'il y a une montée en puissance des homicides, le DGSN affirme que ses services sont en train d'agir sur la qualité de travail et la prestation de services présentée par le policier. «La petite délinquance, c'est cela qui constitue une véritable problématique pour nous, parce que pour la

criminalité organisée, il y a des dispositions qui font face, mais la petite délinquance induit un sentiment d'insécurité au niveau du citoyen et elle réduit l'action de l'Etat. L'action policière n'apparaît pas. Pour y faire face, il faut faire un travail scientifique, chasser l'improvisation et améliorer les méthodes de travail», précise-t-il.

Face à cette réalité, il n'y a pas d'illusion à se faire comme dira le général-major, «il n'y a pas de recette miracle pour la lutte contre la criminalité. Pour lutter contre la criminalité, il faudrait que vous disposiez d'un personnel formé, des moyens modernes, des équipements adéquats et il faudrait qu'il y ait des

cadres qui puissent faire une exploration méthodique de la circonscription et élaborer des plans de recherche». Et d'insister sur la nécessité de favoriser la coopération institutionnelle, car dit-il, la police ne peut pas travailler en autarcie mais travailler avec tous les autres services de sécurité.

«Il faudrait aussi assurer un maillage territorial de nature à assurer la présence policière», conclut-il avant d'aller prendre part à huis clos à une rencontre avec les personnels cadres et subalternes de la Sûreté de wilaya d'Oran et des services régionaux de l'Ouest.

A. B.



Abdelghani Hamel.

Photo : Samir Sid

CLASSÉE PAR LA BANQUE MONDIALE À LA 163^e PLACE PARMIS 189 PAYS

L'Algérie n'est pas propice aux investissements

Emanant aussi bien d'institutions parmi les plus crédibles que d'organismes ne jouissant pas de la plus grande reconnaissance, qu'ils soient nationaux ou internationaux, les rapports et autres études spécifiques se suivent et le moins que l'on puisse dire, concernant notre pays, c'est que le tableau est plutôt sombre. Le dernier en date, l'annuel Doing Business de la Banque mondiale, est venu, comme qui dirait, pour enfoncer le clou.

En Algérie, trouver sa place dans le monde des affaires n'est pas une mince... affaire aussi bien pour l'Algérien que pour l'étranger qui voudrait s'aventurer dans notre pays pour y investir. C'est la conclusion de l'étude conduite par la Banque mondiale qui finit par classer l'Algérie au pas très honorable 163^e rang sur 189 pays. L'objet de l'étude consistait en la mesure de la qualité et de l'efficacité du cadre réglementaire mis en œuvre dans les pays passés au crible. «Doing Business mesure les réglementations concernant 11 domaines du cycle de vie d'une entreprise. 10

de ces domaines sont inclus dans le classement de cette année sur la facilité de faire des affaires : création d'entreprise, octroi de permis de construire, raccordement à l'électricité, transfert de propriété, obtention de prêts, protection des investisseurs minoritaires, paiement des impôts, commerce transfrontalier, exécution des contrats et règlement de l'insolvabilité», est-il expliqué dans le préambule du rapport qui, déjà l'année dernière, confinait l'Algérie à une peu glorieuse 154^e place avec des résultats qui éblouissaient clairement que les temps n'étaient pas propices pour

qui voulait faire des affaires chez nous.

Dans le Doing Business 2016 de la Banque mondiale, mis en ligne mardi dernier, l'Algérie fait pire que sa «performance» de l'année dernière, si l'on doit se fier aux résultats de l'étude dont l'index global atteint les 45,72 points sur 100. Des notes dont notre pays ne peut s'enorgueillir, comme cet abyssal 0/8 pour l'évaluation de l'information sur le crédit mise à la disposition des potentiels demandeurs.

Ainsi, le long du compte rendu de l'étude du cas Algérie, l'on se rend compte finalement que la conception de l'investissement est presque intégralement à réinventer chez nous. Il ne peut en être autrement quand par exemple on voit que, selon l'expertise menée par la Banque mondiale à Alger, le potentiel investisseur est contraint de prendre son mal en patience pendant 204 jours avant de décrocher son permis de construire, et ce, en raison d'un vrai parcours

du combattant jalonné par pas moins de 17 formalités administratives exigibles.

Des lourdeurs bureaucratiques que l'on retrouve à chaque étape avant la création de l'entreprise, comme par exemple le raccordement au réseau électrique, pour lequel le futur homme d'affaires doit s'astreindre à 5 procédures administratives pour être raccordé au réseau de la Sonelgaz, le tout après avoir couru pendant 180 jours, sans parler du coût financier.

Franchir tous les obstacles avant de créer son affaire en Algérie vaut cher quand on voit ce que cela représente comme coût par rapport au revenu moyen par habitant, selon la très pointue analyse des spécialistes de la Banque mondiale qui résonne comme un camouflet asséné à la face des autorités du pays qui n'en ratent pas une pour louer toutes les opportunités qu'offre l'Algérie aux investisseurs d'ici et d'ailleurs.

M. Azedine